Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Ambasciata di Svizzera in Italia

512.0 – SFA/SWJ

ITALIE: Rapport économique 2025

juliet 2024 – juin 2025

Executive summary 2
1. Situation économique et développements de la politique économique 3
2. Secteurs prioritaires et opportunités pour les entreprises suisses 4
3. Politique économique extérieure 5
3.1. Politique et priorités du pays hôte 5
3.2. Perspectives pour la Suisse 6
4. Commerce extérieur 6
4.1. Évolution et perspectives générales 6
4.1.1. Commerce de marchandises 7
4.1.2. Commerce des services 7
4.2. Commerce bilatéral 8
4.2.1. Commerce bilatéral de marchandises 8
4.2.2. Commerce bilatéral de services 9
5. Investissements directs 9
5.1. Évolution et perspectives générales 9
5.2. Investissements bilatéraux 10
6. Promotion économique et touristique 11
6.1. Instruments de la promotion économique extérieure suisse 11
6.2. Intérêt du pays hôte pour la Suisse 11
ANNEXE 1 13
ANNEXE 2 14
ANNEXE 3 15
ANNEXE 4 16
ANNEXE 5 17

Executive summary

Trois ans après son arrivée au pouvoir, le gouvernement Meloni bénéficie d'une stabilité politique encore renforcée par l'absence d'alternative crédible. Toutefois, cette cohésion dissimule des tensions internes récurrentes, notamment sur les questions budgétaires et européennes. Sur le plan économique, l'Italie a enregistré une croissance modérée en 2024 (+0,7 %), portée par le tourisme, les exportations et les investissements du PNRR, tandis que le chômage recule et que l'inflation reste contenue (1,7 %).

Les défis structurels restent cependant majeurs : dette publique élevée (137-138 % du PIB attendue en 2025), déficit encore supérieur à 3 %, et coût du superbonus immobilier (plus de 120 Mds€). Le gouvernement est engagé dans des réformes fiscales, des privatisations totales ou partielles (Poste, ENI, ITA Airways, TIM), tandis qu'il mise sur le « golden power » pour préserver les intérêts stratégiques du pays. Il doit également composer avec un nouvel objectif ambitieux de hausse des dépenses militaires : €450 Mrds d'ici 2035, soit €110 Mrds par an au lieu des €46 Mrds actuels ; et ceci sans alourdir davantage les finances publiques.

La démographie est en chute libre (taux de fécondité à 1,18), la productivité stagne et le pays reste confronté à un vieillissement rapide et au départ de jeunes talents. Le PNRR, dont 62,5 % des fonds ont été déjà versés, constitue un levier essentiel de modernisation, en avance sur la moyenne européenne, bien que son efficacité suscite des controverses. Malgré la résilience des exportations, le risque d'un repli protectionniste mondial et les tensions tarifaires pèsent sur l'industrie italienne.

La crédibilité financière de l'Italie s'est vue renforcée dans la période sous revue: les agences de notation saluent la trajectoire budgétaire, et le différentiel avec le Bund allemand est à son plus bas niveau depuis 2021. L'Italie avance ainsi avec prudence sur une ligne de crête entre stabilité apparente et vulnérabilités de fond.

Concernant les échanges commerciaux, l'Italie est le quatrième partenaire de la Suisse. En 2024, le commerce de marchandises a atteint 51.4 milliards de francs, avec une progression par rapport à l'année précédente. Les exportations italiennes vers la Suisse ont continué d'augmenter, notamment dans le secteur des produits des industries chimiques et pharmaceutiques, tandis que les exportations suisses vers l'Italie ont enregistré un léger recul. A noter qu'environ 40 % du commerce bilatéral s'effectue dans les régions frontalières, ce qui équivaut au commerce que la Suisse entretient avec le Royaume-Uni.

Avec un volume d'échanges de 14,5 milliards de francs en 2024, l'Italie se classe au cinquième rang des partenaires commerciaux les plus importants de la Suisse dans le secteur des services.

1. Situation économique et développements de la politique économique

Le gouvernement de Giorgia Meloni continue d'afficher une **stabilité politique notable**, près de trois ans après sa formation. Cette stabilité apparente masque cependant des tensions récurrentes entre les différentes composantes de la coalition, nécessitant des compromis internes réguliers, notamment sur les dossiers budgétaires et européens. L'absence d'une opposition unifiée ou d'alternative politique crédible contribue à conforter la majorité, tant au Parlement qu'au sein de l'opinion publique.

L'Italie confirme au premier semestre 2025 une **résilience économique modérée** mais réelle. Tirée par une bonne tenue des exportations, le dynamisme continu du secteur touristique – qui a atteint un nouveau record en 2024 – et la progression des investissements soutenus par le Plan National de Relance et de Résilience (PNRR), l'économie italienne a affiché une croissance de 0,7% en 2024, tandis que les estimations pour 2025 varient entre +0,4 % (IMF) et +0,6 % (ISTAT). Ce rythme, bien qu'en deçà de la moyenne attendue pour la zone euro, reste conforme aux standards italiens d'avant la crise pandémique.

L'inflation est maîtrisée : elle oscille autour de 1,7 % en 2025, après les pics de 2022–2023, tandis que le chômage continue de reculer, atteignant environ 6,6 % au printemps 2025. Le taux d'emploi a progressé pour atteindre un record historique, dépassant les 62,5 %. Ces évolutions positives restent toutefois insuffisantes pour masquer des fragilités structurelles persistantes.

La dette publique reste l'un des principaux défis de l'économie italienne. Attendue entre 137-138% du PIB en 2025, elle place le pays parmi les plus endettés de l'Union européenne. Le déficit public, après avoir culminé à 7,3 % en 2023 en raison du poids du superbonus immobilier, est en cours de réduction, mais reste au-dessus de la cible des 3 % avec une estimation à 3,3 % du PIB pour 2025. Le coût total du superbonus, initialement prévu à 35 milliards, a explosé pour dépasser les 120 milliards d'euros, accentuant la pression sur les finances publiques.

Parmi les **mesures pour faire face à cette situation**, le gouvernement a confirmé la **suppression du revenu de citoyenneté**, remplacé par deux aides ciblées, et poursuit la **sortie progressive du superbonus**[1] via un mécanisme d'étalement sur dix ans, afin de contenir son impact sur le déficit. En outre, le **plan budgétaire structurel** de l'Italie pour la période 2025-2029 **a été approuvé** par le Conseil de l'Union européenne en janvier 2025. Une procédure pour déficit excessif a été lancée en juin 2024, or le plan prévoit une trajectoire d'ajustement qui devrait permettre à l'Italie de **revenir dans les limites du déficit excessif d'ici 2027**. Si celle-ci respecte ses engagements, elle pourra bénéficier d'une période d'ajustement prolongée à sept ans (jusqu'en 2031) et ainsi sortir de la procédure pour déficit excessif en 2027.

Un nouveau problème est cependant de rééquilibrer les comptes et **de trouver 450 milliards d'euros pour l'OTAN d'ici 2035**. Il s'agit d'augmenter progressivement le budget militaire d'environ huit milliards d'euros supplémentaires chaque année pendant dix ans, jusqu'à atteindre 110 milliards d'euros par an pour la défense et la sécurité (contre 46 milliards actuellement). Étant donné que le budget est déjà sous pression, cela signifie que ces fonds devront être retirés d'autres postes de dépenses publiques. Reste à voir si les dépenses militaires réussiront à contribuer à l'économie italienne, qui devrait chercher à se diversifier et à trouver de nouveaux débouchés.

Dans ce **contexte budgétaire contraint**, **le gouvernement mise aussi sur les privatisations** : après la cession partielle de la Poste italienne et de parts dans Monte dei Paschi di Siena, d'autres actifs publics sont dans le viseur pour **lever jusqu'à 20 milliards d'euros d'ici 2026**. ENI-Plenitude a cédé des parts à des investisseurs, dont la Suisse EIP pour environ 800 millions d'euro. Les ventes d'ITA Airways à Lufthansa et du réseau téléphonique TIM au fonds américain KKR illustrent aussi une politique de désengagement partiel de l'État. Il s'agit toutefois davantage d'une reconfiguration de la présence publique et le gouvernement tient à maintenir son droit d'exercer le « golden power », son instrument de protection des intérêts nationaux.

[1] Crédit d'impôt du secteur de la construction, jusqu'à 110% des dépenses, qui avait permis de soutenir la reprise économique en sortie de crise COVID.

Un autre défi de fond concerne la démographie. En 2025, l'Italie est descendue sous la barre des 58,9 millions d'habitants. Le taux de fécondité a atteint un nouveau creux à 1,18 enfant par femme, un record négatif en Europe. Ce vieillissement rapide de la population, conjugué au phénomène de *brain drain* et à une faible attractivité pour les jeunes talents étrangers, compromet la croissance potentielle à long terme et pèse sur les systèmes de retraite et de santé.

La productivité constitue encore un point faible d'économie italienne. Comme l'a rappelé le gouverneur de la Banque d'Italie Fabio Panetta, la production par habitant a peu évolué depuis 25 ans. Malgré un bon niveau d'investissement, le nombre d'heures travaillées ne s'est toujours pas totalement rétabli, et la consommation reste affaiblie par la stagnation des salaires réels et une confiance des ménages encore hésitante.

Le PNRR reste l'un des leviers majeurs pour redynamiser l'économie. Le plan, doté de près de 194,4 milliards d'euros (dont 62,5 % déjà versés par la Commission européenne), a été révisé fin 2023 pour renforcer ses volets stratégiques : transition verte, efficacité énergétique, cohésion territoriale et innovation. L'intégration du programme REPowerEU avec 11 milliards d'euros supplémentaires reflète l'adaptation du plan aux priorités énergétiques post-Ukraine. La sixième tranche (8,7 milliards d'euros) a été payée fin 2024, et la septième (18,3 milliards) a été validée le 1er juillet. Malgré les retards de dépenses, **le PNRR italien progresse à un rythme de mise en œuvre supérieur à celui des autres pays.** L'Italie a atteint 43 % des jalons et objectifs convenus avec la Commission européenne, contre une moyenne de 28 % pour les pays disposant d'un plan d'au moins 5 milliards.

Alors que les **tensions géopolitiques et les politiques tarifaires incertaines** pèsent sur le commerce international, les **exportations italiennes ont jusqu'à présent bien résisté**, soutenues par une diversification des marchés et une capacité d'adaptation précoce. Une intensification des mesures protectionnistes représenterait toutefois un risque concret pour la compétitivité nationale, en particulier pour les secteurs industriels sensibles tels que la mécanique, l'automobile, la chimie, le textile, l'agroalimentaire et la mode, avec des impacts potentiels marqués dans des régions exportatrices clés comme la Lombardie, la Vénétie, Bolzano ou certaines zones du Sud du pays.

Enfin, les **agences de notation continuent de saluer les efforts du gouvernement en matière de discipline budgétaire**. En mai 2025, Moody's a relevé la perspective de la note italienne à « positive », tandis que S&P a rehaussé la note à BBB+. En 2025, le spread entre les obligations italiennes à dix ans et le Bund allemand est proche de 100 points de base, soit son plus bas niveau depuis 2021.

2. Secteurs prioritaires et opportunités pour les entreprises suisses

L'Italie se caractérise par une **économie orientée vers l'exportation** et par la présence d'un grand nombre de « **micro-exportateurs** ». Sur les 137 000 entreprises italiennes qui vendent des biens à l'étranger, environ 74 600 ne représentent que 0,2 % du total des exportations. À l'inverse, seules 5 723 entreprises, les plus grandes, exportent chacune pour plus de 15 millions d'euros et réalisent à elles seules 74,5 % de l'ensemble des ventes à l'international.

Les quelques 2'100 grandes entreprises exportatrices (au moins 250 salariés) représentent le 51% des exportations nationales, les moyennes entreprises (50-249 salariés) le 30% et les petites entreprises (moins de 50 salariés) le 19%[2].

Le **secteur des services** représente les deux tiers du PIB italien et emploie 70% de la main-d'œuvre du pays. Le **tourisme** – l'une des industries les plus dynamiques et les plus rentables d'Italie – se taille la part du lion. En 2024, les touristes ont dépensé au total plus de 55 milliards d'euros, contre 50 milliards en 2023. Selon l'Organisation mondiale du tourisme, l'Italie se classe au quatrième rang mondial en termes de recettes du tourisme international, avec une augmentation de 25 % par rapport

[2] Dati ISTAT, https://www.istat.it/wp-content/uploads/2024/07/NOTA-STAMPA_ISTAT-ICE_2024.pdf . Consultato 6.5.2025

à 2019 (avant la pandémie). Elle figure également parmi les cinq premières destinations mondiales en termes de revenus touristiques pour l'année 2024.[3]

L'Italie est également un pays industriel, le **secteur secondaire** représentant environ un tiers de la population active. L'activité industrielle est concentrée dans la partie nord du pays, en particulier autour de villes comme Turin, Milan et Venise. Une grande partie de l'industrie italienne est composée de petites et moyennes entreprises familiales.

L'Italie est **l'un des principaux acteurs agricoles** de l'UE, étant le plus grand producteur européen de riz, de fruits, de légumes et de vin. Le secteur agricole représente 2% du PIB italien et dépend fortement de l'importation de matières premières utilisées dans la production agricole en raison des ressources naturelles limitées du pays. Le secteur primaire emploie 3% de la population active et comprend – d'après les chiffres de la Commission européenne – environ 1.3 million d'exploitations étalées sur quelques 13 millions d'hectares de terres agricoles[4].

Le fait que l'Italie possède un paysage industriel diversifié et innovant constitue un élément d'attrait certain aussi pour les **entreprises suisses**, aussi au vu de la proximité géographique et linguistique. En outre, l'Italie – aussi grâce à l'élan de PNRR – souhaite investir davantage dans l'économie de l'innovation et de l'intelligence artificiel. L'Italie a élaboré une stratégie ambitieuse en matière d'IA pour 2024-2026, visant à guider le pays vers une position de leader dans le paysage mondial de l'IA, et a décidé d'investir jusqu'à 1 milliard d'euros pour soutenir les entreprises de ce secteur.

Les **grands travaux publics** peuvent également constituer des opportunités pour les entreprises suisses. Toutefois, il est constaté que ces opportunités ne sont pas toujours faciles à identifier ni à saisir, comme cela a également été observé avec les travaux liés au PNRR, en raison d'une bureaucratie parfois complexe et lente, ainsi qu'une législation en constante évolution. En outre, la réforme de la procédure pour les marchés publics, entrée en vigueur en juillet 2023 et censée simplifier l'accès au marché, n'a pas généré les opportunités espérées.

Les **principales entraves** au plein épanouissement du potentiel économique italien sont connues et ont été analysées à maintes reprises : les caractéristiques du tissu économique (forte prévalence de petites entreprises à capital et gouvernance familiale), l'adéquation imparfaite de la formation de la population active aux besoins de l'économie, la lourdeur administrative, l'incertitude juridique, un niveau de fiscalité élevé et la perception d'une corruption répandue. Tous ces facteurs conduisent ainsi à une insuffisance des investissements privés et publics. De plus, la faible croissance italienne est liée à une **stagnation de la productivité du travail** en comparaison à la moyenne de la zone euro et des autres pays du G7.

Selon plusieurs observateurs, cette problématique a pris un tournant défavorable dans les années 1990 avec l'avènement de la numérisation (*Information and Communication Technologies ICT*). De nombreuses entreprises italiennes ont totalement ou partiellement échoué cette transition pour diverses raisons – taille insuffisante, faible propension à investir, structures patriarcales – accumulant un retard qui pèse encore lourdement aujourd'hui.

3. Politique économique extérieure

3.1. Politique et priorités du pays hôte

L'Italie est **membre du G7** et fait partie du **G20**. Elle concentre sa politique économique extérieure sur le soutien aux entreprises italiennes à l'étranger, la **valorisation du Made in Italy** et l'attraction **d'investissements**. Elle se positionne aussi comme bâtisseuse de ponts dans des contextes sensibles, notamment grâce à son rôle central dans le bassin méditerranéen. Parmi ses autres priorités figurent le renforcement des partenariats avec l'Afrique à travers le Plan Mattei[5], la transition

[3] Fonte : https://www.touristitaly.com/italy-travel-trends-statistics-2024-2025 consultato 25.06.2025

[4] https://www.tradesolutions.bnpparibas.com/fr/explorer/italie/apprehender-le-contexte-economique, consultato 5.6.2024

[5] Le Plan Mattei est une initiative italienne visant à renforcer la coopération avec les pays africains en matière d'énergie, de développement durable et de partenariats économiques équitables.

énergique et le développement des capacités de défense, qui implique un soutien accru à l'industrie militaire nationale dans un cadre euro-atlantique.

L'Italie est membre de l'OMC, du FMI, de la Banque Mondiale, de l'OCDE, de la Banque des règlements internationaux (BRI) et du *Financial Stability Board* (FSB). Sur le plan régional, le pays est membre fondateur de l'UE, de la Banque européenne pour la reconstruction et le Développement (BERD) et de la Banque européenne d'investissement (BEI). L'Italie a aussi adhéré à l'*Asian Infrastructure Investment Bank* (AIIB).

Une constante dans les priorités de la politique économique italienne est la promotion des exportations, avec des plans pour le soutien à l'étranger du **Made in Italy**. Cette orientation générale reste incontournable dans la configuration actuelle: ce n'est pas un hasard si **trois ministères-clé ont changé de dénomination** sous Giorgia Meloni: l'ancien ministère du développement économique s'appelle désormais "Ministère des entreprises et du Made in Italy", celui de l'agriculture est devenu le "Ministère de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et des forêts", tandis que l'ancien Ministère de la transition écologique a été rebaptisé "Ministère de l'environnement et de la sécurité énergétique".

Le gouvernement de Giorgia Meloni poursuit dans l'ensemble la ligne traditionnelle de la politique étrangère italienne. Premièrement, la relation transatlantique reste forte : l'Italie cherche activement à renforcer **son rôle de pont entre l'Union européenne et les États-Unis**. Deuxièmement, l'accent est mis sur la défense des intérêts nationaux au sein de l'UE, avec une posture parfois plus assertive dans les négociations européennes. Troisièmement, la stratégie de la **« Méditerranée élargie** » et du Plan Mattei est renforcée, l'Italie cherchant à jouer un rôle clé dans la stabilisation de l'Afrique du Nord et dans la gestion des flux migratoires. Quatrièmement, Rome continue de prendre ses distances avec Moscou : dès les premiers mois de la guerre en Ukraine, l'Italie a diversifié ses sources d'approvisionnement en gaz, concluant rapidement des accords avec plusieurs pays tiers pour réduire sa dépendance énergétique à l'égard de la Russie. Enfin, l'organisation à Rome de la Ukraine Recovery Conference (URC) en juillet 2025 souligne la volonté de l'Italie de jouer un rôle central dans la reconstruction de l'Ukraine et dans les grands dossiers stratégiques européens.

3.2. Perspectives pour la Suisse

La stabilité politique actuelle en Italie est un facteur favorable au renforcement de la coopération bilatérale avec la Suisse, qui évolue dans un climat positif depuis plusieurs années. La bonne entente entre les deux pays s'est concrétisée par la signature d'une dizaine d'accords bilatéraux entre 2019 et 2024 qui ont permis de résoudre plusieurs points de friction. À partir du 1er janvier 2024, l'imposition des travailleurs frontaliers (environ 95'000) s'applique conformément au nouvel accord bilatéral de 2020.

L'année 2024 a, par ailleurs, été marquée par la conclusion de plusieurs accords significatifs, tels que celui sur le télétravail des frontaliers, l'accord bilatéral sur le cabotage pour les transports régionaux, ainsi que l'accord trilatéral avec l'Italie et l'Allemagne portant sur la sécurité de l'approvisionnement en gaz.

4. Commerce extérieur

4.1. Évolution et perspectives générales

L'exportation est un élément essentiel de l'économie italienne, représentant 35 % à 40 % du PIB, et l'Italie est le sixième pays exportateur mondial. L'une des forces de l'exportation réside dans sa grande diversification. Malgré les défis tels que la faiblesse de la demande mondiale et les tensions commerciales, le gouvernement s'est fixé un objectif ambitieux : atteindre 700 milliards d'euros d'exportations d'ici 2027.

Au début de l'année 2025, avant l'entrée en vigueur des droits de douane imposés par les États-Unis, les exportations italiennes de biens montraient des signes positifs : au premier trimestre, les

exportations ont augmenté de 4,6 % en valeur par rapport au dernier trimestre de 2024. Les importations ont également progressé, à tel point que la contribution nette des exportations s'est révélée négative.

Les ventes ont augmenté tant vers les pays de l'Union européenne que vers les pays hors UE, soutenues en particulier par la reprise de la demande en Allemagne (+5,4 % par rapport au premier trimestre 2024) et par une forte hausse aux États-Unis en mars, due **à une anticipation des droits de douane** (+11,8 % sur le trimestre). En revanche, les exportations vers la Chine restent en baisse. **La grande question** désormais est de savoir comment évolueront les exportations italiennes avec **l'entrée en vigueur des droits de douane américains**.

Entre 2023 et 2024, les exportations italiennes sont restées stables à 623 milliards d'euros (-0,4 %)[6]. Les importations ont diminué de -3,9 % pour atteindre 569 milliards d'euros, une baisse qui fait suite à une diminution de 10% entre le 2022 et le 2023. **Le solde commercial** à la fin de l'année 2024 s'élevait à 55 milliards d'euros. Depuis 2012, la balance commerciale italienne a toujours été positive, à l'exception de l'année 2022 (-34 milliards d'euros), en raison de l'augmentation des prix du transport maritime, des achats de gaz naturel et de pétrole brut.

4.1.1. Commerce de marchandises[7]

Le continent européen reste le premier client et le premier fournisseur de l'Italie, avec le 66,1% des exportations et le 66,3% des importations en 2024. Si l'on considère uniquement l'Union européenne, ces pourcentages s'élèvent à 51.8% (exportations) et 57.7% (importations). En ce qui concerne les **exportations**, les **cinq principaux partenaires commerciaux** de l'Italie restent stables depuis des années, avec des variations minimes au niveau du positionnement : Allemagne (11.4% des exportations totales), États-Unis (10.4%), France (10 %), Espagne (5.5%) ainsi que **la Suisse** (4.8%).

Pour ce qui tient aux **importations**, le principal fournisseur de l'Italie est toujours l'Allemagne (14,9% du total), suivie par la Chine (8,7%), la France (8%), les Pays-Bas (6,4%) et l'Espagne (6%). La Suisse est le huitième fournisseur de l'Italie (2,8%).

L'Italie est un pays très dépendant des importations pour son approvisionnement en énergie : en 2024, 75 % de l'énergie consommée dans le pays était importée. Depuis 2021, l'Italie a réduit sa dépendance au gaz russe, qui se situe désormais à environ 11 % via gazoduc (moins de 19 % en incluant le GNL). À partir de 2024, l'arrivée du GNL couvre un quart des besoins en gaz, importé principalement du Qatar, des États-Unis et de l'Algérie, tandis que les volumes acheminés par gazoducs depuis la Norvège et l'Azerbaïdjan augmentent considérablement.

Les principales régions exportatrices se situent au **nord de l'Italie**: en premier lieu la Lombardie (26.3% du total), suivie par l'Émilie-Romagne (13.4%), la Vénétie (12.9%), la Toscane (10.1%) et le Piémont (9.7%). Ces régions constituent à elles seules le 72% de la puissance commerciale extérieure italienne. Il en va de même pour les importations: Lombardie (30.6% du total), Vénétie (10.7%), Émilie-Romagne (8.6%), Piémont (8%) et Latium (8%).

En ce qui concerne la **typologie des biens exportés**, en tête du classement pour 2024 figurent comme l'année dernière les médicaments et les produits pharmaceutiques, suivis par les machines industrielles, les appareils de précision, les produits d'habillement et les véhicules. Parmi les **produits importés**, les produits chimiques jouent un rôle important, suivis par les véhicules, les médicaments et les produits pharmaceutiques, le pétrole brut, les métaux précieux et le gaz naturel.

4.1.2. Commerce des services

Selon la tendance générale des dernières années, le commerce extérieur de l'Italie se compose de 80% de marchandises et de 20% de services. Comme **les exportations et les importations de services sont plus ou moins égales**, leur solde dans la balance des paiements n'a pas un poids

[6] Fonte: Osservatorio economico, maggio 2025. Consultato il 11.06.2025

[7] Fonte: Osservatorio economico, maggio 2025. Consultato il 11.06.2025

particulièrement significatif. Le commerce des services représentait en 2023 environ 13.2 % du PIB italien selon les dernières données disponibles[8], ce qui représente une légère tendance à la hausse (il était 11 % en 2007 avant la crise économique, et 12,2 % en 2019 avant COVID).

Les exportations italiennes de services ont continué de croître depuis le début du siècle, avec une valeur **plus que doublée entre 2000 et 2025**. Cette dynamique est portée en grande partie par le **tourisme**, qui demeure le principal moteur structurel du commerce extérieur de services.

En 2025, les exportations devraient continuer à progresser, **avec une croissance moyenne estimée entre 2,5 % et 3,5 % par an** sur la période 2024–2027. Cette progression reste toutefois inférieure à celle observée dans plusieurs grandes économies européennes, telles que l'Irlande, les Pays-Bas ou la France. **Le tourisme représente environ 40 à 45 % des services exportés** par l'Italie, suivi des services aux entreprises (comme la recherche, le conseil ou l'ingénierie). Les services de transport et de logistique, en particulier, voient leur part croître de manière continue depuis la sortie de crise sanitaire.

Cependant, l'Italie **souffre toujours d'une spécialisation déséquilibrée** autour du tourisme et **d'une productivité relativement faible dans les services**, ce qui limite sa capacité à monter en gamme dans les secteurs numériques et à haute valeur ajoutée. Malgré des efforts récents de digitalisation et de soutien aux exportations non touristiques, le pays reste en retrait par rapport aux champions européens de l'économie des services.

Selon les dernières données géographiques disponibles[9], relatives à l'année 2023, le premier destinataire des exportations de services italiens était l'Allemagne (15.7 milliards d'euros), suivie par les États-Unis (13.7), la France (13.6), le Royaume-Uni (12.1) et la Suisse (9.7). L'Allemagne était le premier fournisseur de services d'Italie (11.9 milliards d'euros), suivi par la France (13.3), les États-Unis (11.5), le Royaume-Uni (7.9), l'Espagne (7.2) et la Suisse (5.8). Ainsi, l'Espagne a dépassé la Suisse par rapport à 2022, et l'Allemagne a dépassé la France en tant que principal fournisseur de services de l'Italie.

4.2. Commerce bilatéral

4.2.1. Commerce bilatéral de marchandises

En 2024, l'Italie était **le quatrième pays avec lequel la Suisse a fait le plus de commerce** (51,4 milliards de francs). Cela représente **7 % du total du commerce extérieur de la Confédération**. En 2024, l'Italie était le quatrième client de la Suisse pour les exportations (24,6 milliards de francs, soit 6 % du total des exportations). Cela représente une baisse de 3,4 % par rapport à l'année précédente. En 2024, **l'Italie était le deuxième fournisseur de la Confédération** avec 26,7 milliards d'euros, ce qui représente 8 % du total. Cela représente une augmentation de 2,5 % par rapport à 2023. Les importations suisses en provenance d'Italie augmentent (+7,8 % en 2023 et +4,7 % en 2024), tandis que celles en provenance des États-Unis et de la France baissent.

Le **solde commercial** négatif de la Suisse vis-à-vis de l'Italie est désormais une constante. Ce n'est qu'en 2022 que grâce à la valeur des exportations d'électricité de la Suisse vers l'Italie a presque atteint l'équilibre. Cette situation exceptionnelle est revenue à la normale en 2023.

Pour ce qui tient à la **typologie des marchandises** traditionnellement au centre de l'échange commercial entre les deux pays, le principal poste d'exportation de la Suisse vers l'Italie est celui des produits chimiques et pharmaceutiques, suivis par les produits énergétiques. Les principaux achats suisses sont les produits pharmaceutiques et les machines.
À noter que les **statistiques italiennes** pour 2024 font état de montants différents, avec des exportations italiennes vers la Suisse à hauteur de 30.2 milliards d'euros et des importations équivalentes à 15.7 milliards d'euros.

[8] Fonte: World Bank https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/BG.GSR.NFSV.GD.ZS?locations=IT, consultato 11.06.2025

[9] Eurostat, Link, total des services, ventilation géographique détaillée (BOP_ITS6_TOT, dernière mise à jour Juliet 2023), consultato 12.6.2025

Les relations transfrontalières entre la Suisse et l'Italie jouent un rôle important dans les échanges économiques entre les deux pays. Environ 40 % du commerce de marchandises entre la Suisse et l'Italie concerne les régions frontalières : la Lombardie, le Piémont, le Trentin-Haut-Adige et la Vallée d'Aoste. D'après les données italiennes les plus récentes (2024), la **Lombardie représente à elle seule 30 % de ce commerce bilatéral**. La région a exporté vers la Suisse pour 11 milliards d'euros de marchandises et en a importé pour 6,5 milliards. À titre de comparaison, le commerce entre la Suisse et les régions frontalières italiennes est à peu près aussi important que celui avec le Royaume-Uni. Et **les échanges avec la seule Lombardie dépassent même ceux avec le Japon**.

4.2.2. Commerce bilatéral de services

Selon les statistiques les plus récentes de la balance des paiements, le commerce bilatéral des services entre la Suisse et l'Italie est demeuré relativement stable jusqu'en 2020, oscillant généralement entre 5 et 6 milliards de francs suisses dans chaque sens[10]. Depuis 2020, toutefois, les échanges connaissent **une croissance continue** et marquée d'année en année, rompant avec la stabilité antérieure. En particulier, les importations suisses de services en provenance d'Italie ont augmenté de façon soutenue, avec un taux de croissance annuel moyen de 4,4 %. Cette dynamique a entraîné l'apparition d'un **solde commercial négatif pour la Suisse** dans le secteur des services vis-à-vis de l'Italie.

En 2024, le volume total des échanges de services s'est élevé à **14,5 milliards** de francs suisses, dont 6 milliards d'exportations suisses vers l'Italie et 8,5 milliards d'importations. **L'Italie reste le cinquième partenaire** commercial de la Suisse dans le domaine des services. Parmi les secteurs les plus importants figurent en premier lieu le **tourisme**, qui représente la catégorie dominante tant à l'exportation qu'à l'importation. Viennent ensuite les transports, ainsi que les services financiers (principalement exportés par la Suisse) et les activités de recherche et développement, qui sont en grande partie importées de l'Italie.

5. Investissements directs

5.1. Évolution et perspectives générales

Les entreprises étrangères jouent un rôle important pour l'économie italienne. Des facteurs tels que la main-d'œuvre hautement qualifiée, les compétences techniques, la qualité de la production, l'ouverture progressive à la concurrence et les opportunités liées au plan national de relance et de résilience (bien que moins prometteur que prévu) attirent les investissements en Italie.

La plupart des investisseurs étrangers en Italie se concentre géographiquement dans le nord de l'Italie. La taille du marché italien ainsi que les phénomènes de reshoring de la production en Europe, conséquences des tensions géopolitiques actuelles expliquent une tendance à la hausse des investissements étrangers en Italie (+14% dal 2019 al 2023). Les investisseurs étrangers portent un intérêt particulier aux secteurs de la logistique et des transports, à ceux de la pharmacie et de l'agroalimentaire, ainsi qu'aux domaines de la technologie et des télécommunications.

Cependant, l'Italie n'attire que **peu d'investissements directs étrangers** (IDE) en comparaisons avec ses voisins européens : si l'on considère la moyenne des 5 dernières années, sa part de marché ne représente en effet que le 2% du total des investissements directs en Europe.

Conscient de la nécessité d'améliorer les conditions d'accès pour les IDE, le gouvernement a créé le **Sportello Unico Invest in Italy**. Introduit en 2024, cet instrument accompagne de manière centralisée les investissements supérieurs à 25 millions d'euros, dans le but de simplifier les démarches administratives. Bien qu'il s'agisse certainement d'un outil intéressant, **certains problèmes critiques**, tels que le coût élevé de la main-d'œuvre, la rigidité du marché du travail et la fiscalité élevée, subsistent.

[10] Services Trade Cockpit SECO, consultato 11.6.2025

Entre 2024 et 2025, plusieurs investissements étrangers d'envergure ont été annoncés en Italie, principalement dans les secteurs technologique et industriel. À titre d'exemple, en février 2025, les **Émirats arabes** unis ont présenté un plan d'investissement de **40 milliards de dollars**, destiné à des domaines tels que l'intelligence artificielle, les centres de données, l'espace, les énergies renouvelables et les terres rares.

Au cours de l'année 2024, **Microsoft** a lancé un investissement de 4,3 milliards d'euros pour le développement d'infrastructures cloud et d'intelligence artificielle dans le nord de l'Italie. Un autre investissement important a été annoncé par **Silicon Box**, une entreprise basée à Singapour, qui a choisi la région du Piémont pour construire une usine dédiée à la production de chiplets. L'investissement prévu s'élève à 3,2 milliards d'euros, avec le soutien du Chips Act européen. Dans le secteur des **semi-conducteurs, STMicroelectronics** prévoit la construction d'une usine à Catane, en Sicile, pour un montant total de 5 milliards d'euros, partiellement financé par des fonds publics.

Selon les statistiques les plus récentes de la Banca d'Italia (année 2023), le stock d'**investissements directs étrangers**[11] en Italie s'élevait à près de 453 milliards d'euros. Le premier investisseur est la France (101 milliards), suivie des États-Unis (46 milliards), de l'Allemagne (43 milliards), le Pays-Bas (30 milliards), du Royaume-Uni (29 milliards), le Luxembourg (22 milliards) et de la Suisse (21 milliards). En ce qui concerne les **investissements italiens à l'étranger**, le stock fait état de 557 milliards, concentrés dans les pays suivants : États-Unis (63 milliards), Espagne (46 milliards) et Allemagne (41 milliards). Le stock avec la France s'élève à 33 milliards et avec la Suisse à 15 milliards.

5.2. Investissements bilatéraux

Malgré les difficultés susmentionnées, l'Italie **demeure un partenaire intéressant pour les investisseurs suisses**. Selon Invitalia (Ministero dell'Industria e del Made in Italy) en 2024**, le nombre d'entreprises suisses en Italie s'élève à environ 1'500 ; elles emploient 96'000 personnes.** Les investissements se concentrent principalement sur des secteurs stratégiques tels que l'industrie manufacturière et pharmaceutique, le commerce de gros, le secteur de l'énergie, la logistique et le transport, ainsi que la finance et les assurances.

Les investissements des **entreprises pharmaceutiques**, en particulier **Novartis** et **Roche,** renforcent un secteur clé pour l'Italie : la production de produits pharmaceutiques, qui a atteint 56 milliards d'euros en 2024. Avec ce chiffre, l'Italie se positionne parmi les leaders de l'Union européenne aux côtés de l'Allemagne et de la France. À titre d'exemple, on mentionnera le Campus Novartis de Torre Annunziata, près de Naples, qui emploie environ 500 personnes. En mars 2023, Novartis a lancé les travaux pour son agrandissement, avec un investissement de 32 millions d'euros. La multinationale bâloise va investir 350 millions d'euros sur le territoire italien d'ici 2025. En 2024, **IBSA** (305 millions d'euros de chiffre d'affaires en Italie) a également décidé d'investir dans la région en ouvrant l'un de ses trois laboratoires de recherche et développement au cœur de la Campanie, à Ariano Irpino.

Depuis la libéralisation du marché de l'**énergie** en Italie en 2000, les opérateurs suisses, notamment **ABB, Axpo, Alpiq, BKW et REpower,** ont investi massivement dans ce secteur. Le marché italien est devenu une des premières sources de chiffre d'affaires pour certaines de ces entreprises. Dans le **secteur des transports** des marchandises figurent **SBB Cargo et Hupac** (dans ce contexte, la Confédération a approuvé en avril 2023 une contribution de 66 millions de francs pour la construction d'un terminal de transbordement près de Milan). On signalera également la forte présence du groupe **MSC** – basé à Genève – notamment dans le secteur des ports, de la logistique et du transport maritime.

Swisscom détient à présent 100 % du capital de Fastweb, l'entreprise leader en Italie dans l'accès à Internet. De plus, **Swisscom a finalisé l'acquisition de Vodafone Italia pour 8 milliards d'euro en décembre 2024**. Plusieurs instituts bancaires suisses sont présents, avec des activités "on-

[11] *Italy's inward direct investment by ultimate investing country* (Banca d'Italia: IDE per Paese controparte), consultato 6.5.2025

shore" telles qu'UBS, Pictet, Lombard Odier et Vontobel. Le secteur des assurances est également bien représenté avec Swiss Re, Zürich, Helvetia et Swiss Life.

Autres investissements majeurs récents à signaler : tout d'abord celui de **Nestlé**, propriétaire de la marque Purina, qui investira 427 millions d'euros pour construire un nouveau site de production dans la région de Mantoue. Le groupe **Vetropack** a quant à lui inauguré en 2023 un nouveau site de production près de Milan construit grâce à un investissement de plus de 400 millions de francs suisses.

D'après les statistiques de la Banque nationale suisse (BNS)[12], **les stocks d'IDE suisses en Italie** à fin 2023 s'élevaient à 26.2 milliards de francs (+11.2%). Les **stocks d'IDE italiens en Suisse** s'élevaient à 3.7 milliards de francs fin 2023, ce équivaut à une diminution de -52% sur dix ans et une augmentation de 20% par rapport à 2022.

6. Promotion économique et touristique

6.1. Instruments de la promotion économique extérieure suisse

Depuis 2012, les activités de promotion de la place économique et des exportations suisses vers l'Italie sont assurées par le **Swiss Business Hub Italia**, qui a ses bureaux auprès du Consulat général à Milan. Le Swiss Business Hub Italia constitue un interlocuteur fondamental des PME suisses intéressées au marché italien, ainsi qu'une porte d'accès pour des investisseurs italiens intéressés par la Suisse.

La **Chambre de commerce suisse en Italie** joue à son tour un rôle important dans la promotion et la défense des intérêts des principales entreprises suisses présentes en Italie. Sa mission est de favoriser le développement des relations commerciales, industrielles et économiques entre les deux pays.

L'Ambassade de Suisse joue également un rôle important dans le dispositif suisse en Italie lié au développement des relations économiques bilatérales. Elle organise tout au long de l'année plusieurs événements visant à approfondir le dialogue sur les politiques économiques suisses en Italie. L'un de ces rendez-vous a eu lieu en novembre 2024 : organisé en collaboration avec le Centre d'études de Confindustria, il a suscité un vif intérêt au sein des communautés économiques et diplomatiques. L'événement a porté sur les perspectives de l'exportation italienne, en soulignant l'importance de la Suisse comme marché de destination stratégique. D'autres rencontres ont également été organisées sur des thèmes d'actualité tels que le marché de l'énergie (juin 2025) et celui de la recherche et la collaboration académique (juin 2025).

Il convient également de mentionner l'organisation annuelle du Swiss Innovation Tour, un voyage d'étude en Suisse co-organisé avec le Swiss Business Hub et PRS. Ce voyage vise à illustrer à plusieurs médias et décideurs économiques italiens l'attractivité de l'écosystème suisse de l'innovation.

6.2. Intérêt du pays hôte pour la Suisse

L'organisation faîtière **Suisse Tourisme** est présente en Italie avec un bureau à Milan et une antenne à Rome. Malgré la force du franc suisse, l'Italie constitue un pays prioritaire pour la promotion touristique suisse. L'Italie est en moyenne le 5ème marché pour le tourisme suisse (après Allemagne, USA, GB et France)[13].

Dans le secteur de l'**éducation**, la Suisse jouit d'une excellente réputation. De nombreux étudiants italiens ou chercheurs s'inscrivent auprès des universités et écoles polytechniques fédérales suisses et un nombre élevé d'étudiants et chercheurs postule pour obtenir une bourse d'étude. En matière

[12] https://data.snb.ch/fr/topics/aube/cube/fdichbinvla – Il s'agit d'une donnée différente de celle provenant de la Banque d'Italie, cf. annexe 5. Consultato 10.06.2025

[13] https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/tourismus/beherbergung/hotellerie.html, consultato 12.06.2025

de **recherche et d'innovation**, la coopération s'effectue principalement via les instruments de financement du FNS et d'Innosuisse, les programmescadres de l'UE et dans le contexte multilatéral des institutions internationales (CERN, Agence spatiale européenne ESA, etc.). **L'Italie est un des partenaires les plus importants pour les chercheurs des institutions suisses** : 2ème plus important partenaire dans le cadre d'Horizon Europe et 5ème plus important partenaire dans le cadre des instruments du FNS.

ANNEXE 1

Structure de l'économie

Répartition du PIB*	**2020**	**2025**
Secteur primaire	2%	2%
Secteur manufacturier et industrie	24%	23%
Services	74%	75%

Répartition de l'emploi**	**2020**	**2025**
Secteur primaire	4%	3%
Secteur manufacturier et industrie	26%	27%
Services	70%	70%

Source: Banque mondiale, **ILOSTAT*

Détails : Banca dati ISTAT (occupazione regolare e irregolare per branca di attività e popolazione)

ANNEXE 2

Principales données économiques

	2023	2024	2025
PIB (USD mia)	2'305	2'372	2'250
PIB/habitant (USD)	39'074	40'224	41'091
Taux de croissance (% du PIB)	+0.9	+0.7	+0.4
Taux d'Inflation (%)	5.9	1.1	1.7
Taux de chômage (%)	7.6	6.6	6.6
Solde budgétaire (% du PIB)	-7.3	-3.5%	-3.3%
Solde des transactions courantes (% du PIB)	0.14	1.13	0.9
Dette extérieure totale (% du PIB)	134.6	135.3	137.2

Sources: FMI, World Economic Outlook (May 2025): LINK

ANNEXE 3

Partenaires commerciaux de l'Italie 2024

Rang	Pays	Exportations (EUR millions)	Part (%)	Variation (% par rapport à l'année précédente)	Rang	Pays	Importations (EUR millions)	Part (%)	Variation (% par rapport à l'année précédente)
1	Allemagne	70'970	11.4	-5%	**1**	Allemagne	84'953	14.9	-5%
2	États-Unis	64'759	10.4	-4%	**2**	Chine	49'578	8.7	+4%
3	France	62'247	10.0	-2%	**3**	France	45'765	8.0	-2%
4	Espagne	34'525	5.5	+5%	**4**	Pays-Bas	36'398	6.4	0%
5	**Suisse**	**30'194**	**4.8**	**-1%**	**5**	Espagne	33'900	6.0	+3%
6	Royaume-Uni	27'430	4.4	+5%	**6**	États-Unis	25'889	4.6	+3%
7	Belgique	19'341	3.1	+0.2%	**7**	Belgique	26'080	4.6	-2.4%
8	Pologne	19'771	3.2	-0.1%	**8**	**Suisse**	**15'724**	**2.8**	**-12.3%**
9	Pays-Bas	19'326	3.1	+4%	**9**	Pologne	15'898	2.8	+13%
10	Turquie	17'623	2.8	+24%	**10**	Turquie	12'055	2.1	+4%
	UE	324'124	51.8	+0.3%		**UE**	328'423	57.7	-2.6%
	Total	**623'509**	**100**	**-0.4%**		**Total**	**568'746**	**100**	**-3.9%**

Source: Osservatorio Economico du Ministère des affaires étrangères sur données Istat, consultato 30.5.2025
Importazioni : https://www.infomercatiesteri.it/public/osservatorio/interscambio-commerciale-mondo/Tabella%205B%20-%20Principali%20Paesi%20di%20provenienza%20delle%20importazioni_1747657843.pdf
Esportazioni : https://www.infomercatiesteri.it/public/osservatorio/interscambio-commerciale-mondo/Tabella%205B%20-%20Principali%20Paesi%20di%20provenienza%20delle%20importazioni_1747657843.pdf
***N.B :** ces statistiques italiennes montrent des chiffres différents de celles suisses en ce qui concerne le commerce bilatéral (Annexe 4)*

ANNEXE 4

Échanges commerciaux bilatéraux

	Export CH (CHF Mio.)	*Variation (%)*	**Import CH** (CHF Moi.)	*Variation (%)*	Solde CH (CHF Mio.)	Volume (CHF Mio.)
2020	14'600	-9.1	22'200	-0.2	-7'603	36'798
*(Total 1)***	*12'983*	*-7.7*	*16'799*	*-10.4*	*-3'816*	*29'782*
2021	18'478	26.6	21'995	-0.9	-3'517	40'473
*(Total 1)***	*15'527*	*19.6*	*18'893*	*12.5*	*-3'366*	*34'420*
2022	24'014	30.0	23'704	7.8	310	47'718
*(Total 1)***	*20'644*	*11.3*	*21'349*	*13.0*	*-705*	*41'993*
2023	24'307	1.2	25'556	7.8	-1'249	49'863
*(Total 1)***	*21'099*	*2.2*	*23'134*	*8.4*	*-2'035*	*44'233*
2024	24'663	1.5	26'748	4.7	-2'085	51'412
*(Total 1)***	*20'375*	*-3.4*	23'720	*2.5*	*-3'345*	*44'095*

Source : Administration fédérale des douanes, maggio 2025

*) Avec effet au 01.01.2012, l'AFD a procédé à des changements méthodologiques de calcul des importations et exportations. Dès lors, les comparaisons entre 2012 et les années précédentes ne sont plus possibles.

**) Total "conjoncture" (total 1): sans or en barres et autres métaux précieux, monnaies, pierres précieuses et gemmes, ni objets d'art et antiquités

Répartition des produits

Exportations 2024

Catégorie	**Poids 2023** (%total exportations)	**Poids 2024** (%total exportations)
Produits des industries chimiques et pharmaceutiques	40%	42%
Produits énergétiques	11%	8%
Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	9%	7%
Machines, appareils, électronique	6%	5%

Importations 2024

Catégorie	**Poids 2023** (%total importations)	**Poids 2024** (%total exportations)
Produits des industries chimiques et pharmaceutiques	35%	42%
Machines, appareils, électronique	11%	11%
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	11%	11%
Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	10%	9%

ANNEXE 5

Italie – Principaux pays investisseurs 2023

Rang	Pays	Investissements directs (millions EUR, stock)	Part	Variation sur 2021 (stock)
1	France	101’262	22.4%	+12%
2	États-Unis	45’871	10.1%	+8%
3	Allemagne	43’030	9.5%	+7%
4	Pays-Bas	29’902	6.6%	+11%
5	Royaume-Uni	29’126	6.4%	+1%
6	Luxembourg	22’167	4.9%	+12%
7	Suisse	20’975	4.6%	-7%
8	îles Caïmans	16’084	3.6%	-2%
9	Espagne	13’505	3.0%	-1%
10	Japon	12’210	2.7%	+7%
	Total	**452’7830**	**100 %**	**+6%**

Source: Banca d’Italia (dernières données disponibles, décembre 2024), consultato 30.5.2025
https://www.bancaditalia.it/statistiche/tematiche/rapporti-estero/investimenti-diretti/index.html